



Ensemble, imposons un autre partage des richesses pour gagner le progrès social

Alors que les dividendes des grandes entreprises flambent, les politiques d'austérité font rage dans la Haute Garonne. Le taux de chômage (10,6%) est catastrophique, les plans de restructuration, de délocalisation et d'abandon d'activité se succèdent : *Mory Ducros, la Poste, EADS, SANOFI, Thalès, Logista, Stéria, SNCF, FNAC, Air France,...*

Sous prétexte de concurrence économique, on nous impose des salaires et pensions de misère, un pouvoir d'achat en berne, une précarité sans précédent (8,7 millions de personnes vivent en France en dessous du seuil de pauvreté, 11% en Haute Garonne), la casse des services publics et de notre industrie et la dégradation de l'environnement. Vivre à Toulouse induit un important coût de la vie, des difficultés à se loger d'autant plus que les inégalités de revenus sont les plus fortes de Midi Pyrénées.

L'austérité s'amplifie

Les politiques d'austérité présentées par F. Hollande en ce début d'année au nom d'une très libérale « politique de l'offre » vont accroître la misère et saigner encore un peu plus les salariés.

Sur la période 2014-17, les économies publiques annoncées réduisent les dépenses socialement utiles à hauteur de 65 milliards d'euros soit l'équivalent du budget de l'éducation nationale, du jamais vu !

Le rôle social et « redistributeur » de l'Etat s'amointrit, les services publics subissent de nouvelles coupes claires et la fiscalité est mise au service exclusif des intérêts du capital.

Le patronat se frotte les mains !

La loi de « sécurisation de l'emploi » a déjà limité considérablement les droits des salariés par le chantage à l'emploi. La dernière « réforme » des retraites a amplifié les méfaits des précédentes et paupérisera un peu plus les retraités.

C'est au nom d'un soi-disant « coût du travail » trop élevé que le patronat s'en prend à nouveau aux cotisations de la Sécurité Sociale dénoncées comme des « charges insupportables ». Et le gouvernement le suit !

Le cadeau de 30 milliards d'euros, pris sur la branche famille, octroyé au patronat serait intégralement financé en 2017 par les salariés.

Le coût du capital détruit l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale

Il y a nécessité de tourner le dos à ce modèle économique et financier qui privilégie les actionnaires au détriment de l'humain, de l'investissement, de la solidarité et de l'environnement. Nous avons besoin, pour reconquérir nos droits et en gagner de nouveaux comme la nécessaire égalité entre hommes et femmes et entre français et immigrés, de rebâtir des cadres collectifs et solidaires.

**Samedi 1^{er} mars manifestation interprofessionnelle unitaire
10h30 place Arnaud-Bernard**

LES MOYENS EXISTENT! POUR UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES EXIGEONS

- Des augmentations des salaires, des pensions et des minima sociaux,
- un SMIC à 1 700 € dès la première embauche sans qualification,
- des garanties collectives pour le maintien et la création d'emplois pérennes,
- une protection sociale solidaire renforcée assise sur les cotisations sociales.
- le développement de services publics de qualité
- l'arrêt des licenciements "boursiers", des plans sociaux, des délocalisations

Organisations soutenant la manifestation : EELV, Front de gauche (Ensemble, GU, PCF, PCOF, PG), NPA, LO, Université Populaire de Toulouse, Mutuelle Mutami, Unef, RESF 31, Copernic...